

ÉLIE HALÉVY

l'ère des tyrannies



tel gallimard

PRÉFACE

Dès le lendemain de la brusque disparition d'Elie Halévy, ses amis désolés se sont préoccupés de sauver la part inachevée de son œuvre. Œuvre immense déjà, mais qui eût réclamé, pour être menée jusqu'au terme fixé, encore des années de libre travail.

Elie Halévy n'aura pas eu le temps d'opérer, dans la grande Histoire du Peuple Anglais à laquelle il se donnait depuis quarante ans, le raccord entre 1848 et 1895.

Avec l'enseignement qu'il donnait sur ce sujet à l'Ecole libre des sciences politiques alternait un autre enseignement consacré à l'Histoire du socialisme européen. De tous côtés on lui demandait de rédiger ces leçons si substantielles, si fortement charpentées. Notre ami s'était décidé à tenter cette grande entreprise. Il pensait revenir, cette année-ci et l'année suivante, à l'étude des doctrines et des expériences socialistes dans les différents pays. Puis, une fois ses leçons mises au point, il les eût mises au net.

Pour l'Histoire du peuple anglais, nous comptons du moins pouvoir publier bientôt le volume qu'il avait en chantier, et dont plusieurs chapitres étaient tout près de l'achèvement.

Il sera plus difficile, en ce qui concerne l'Histoire du socialisme européen de ne donner que des pages écrites de la main de l'auteur. Car Elie Halévy, en vue de ses cours, ne jetait sur le papier que très peu de notes ; il se contentait d'un plan accompagné d'une liasse de documents. Mais en utilisant les notes prises à ces cours par ses élèves, nous espérons pouvoir reconstituer et publier, dans cette même collection, cet ample tableau récapitulatif du mouvement socialiste moderne ; tableau qui n'aura d'analogue, croyons-nous, dans aucune langue.

En attendant, nous pouvons dès à présent offrir au lecteur un certain nombre d'études, articles ou conférences, rédigés par Elie Halévy lui-même, et dispersés dans des revues ou des col-

lections : toutes se rapportent aux problèmes posés par le socialisme. Elles permettent de reconstituer les étapes de sa pensée et de retrouver les perspectives qui lui furent familières tant sur les doctrines et les institutions socialistes que sur les causes et les conséquences de la « guerre-révolution » qui devait imprimer à la structure des nations contemporaines un si profond ébranlement.

Les problèmes posés par le socialisme ont de très bonne heure sollicité l'attention d'Elie Halévy. Libéral jusqu'aux moelles, autant par tempérament personnel que par tradition de famille, il a horreur, comme instinctivement, des empiétements de l'État, même démocratique. Il se rend bientôt compte, pourtant, que l'intervention de l'État peut devenir dans certains cas — en raison même du désordre économique qui a suivi l'avènement de la grande industrie — nécessaire à la sauvegarde des droits essentiels de la personne humaine. Privilégié lui-même, puisque l'aisance de son milieu met à la portée de son esprit tous les moyens de culture rêvés, il se promet, tout jeune, de ne pas être prisonnier de ses privilèges. « Il me déplait de plus en plus, écrit-il, sur son cahier de lycéen, de jouir d'une fortune que je n'ai ni acquise ni méritée. » Et un instant il pense, pour être bien sûr de s'affranchir, à apprendre quelque métier manuel. En tout cas il pressent, il avertit qu'il va falloir prêter grande attention aux revendications qui vont s'universalisant des travailleurs manuels, comme aux systèmes des penseurs qui se font leurs avocats. Et dès 1888, il consigne sur son carnet : « Le socialisme, grande, puissante et formidable doctrine, que nous ne pouvons apprécier en France. » Il est à noter d'ailleurs que lorsqu'il entre, l'année suivante, à l'École normale supérieure il n'y sent pas — il l'a expliqué lui-même dans sa dernière communication à la Société française de Philosophie — cette poussée vers le socialisme dont on a tant parlé. C'est seulement quelques années plus tard que Lucien Herr et Charles Andler devaient exercer rue d'Ulm, le plein de leur influence et contribuer à y former le bataillon d'intellectuels militants qui firent une si belle escorte à Jaurès. Elie Halévy, pour sa part, n'est d'aucune escorte. Il ne prête aucun serment. Il aborde l'énigme socialiste sans préjugé, favorable ni défavorable, avec la parfaite liberté d'un esprit qui ne veut plus être qu'historien.

* * *

En ce qui concerne les doctrines, la partie centrale du recueil que nous présentons aujourd'hui est fournie par une étude appro-

fondie qui porte sur le saint-simonisme. Elle constitue un pendant à celle qu'Elie Halévy avait consacrée à la philosophie la plus caractéristique de cette Angleterre où il devait retourner si souvent : le benthamisme.

Un pendant et aussi une antithèse, car dans le système élaboré par Jérémie Bentham et par ses disciples, Elie Halévy pouvait trouver une sorte de confirmation des tendances « individualistes » qui étaient comme inscrites dans son propre tempérament : il loue l'école utilitaire d'avoir offert, en montrant comment les intérêts individuels s'harmonisent, non seulement une méthode d'explications, mais le critère d'orientation le plus rationnel qu'il se puisse souhaiter. Il notait toutefois que même pour les utilitaires l'identification des intérêts ne s'opérait pas toujours spontanément. Il y fallait des coups de pouce, des interventions compensatrices ou rectificatrices qui pouvaient justifier, dans certains cas, la réaction de la collectivité organisée.

C'est justement sur la nécessité de cette réaction, guidée par l'esprit d'ensemble, que le saint-simonisme devait insister après une expérience de l'industrialisme qui donnait à réfléchir aux plus optimistes. Sismondi déjà, le premier annonciateur des crises de pléthore, l'oiseau blanc qui précède la tempête en la fuyant, avait signalé, avec cette tranquille puissance d'analyse qui est sa marque, les méfaits d'une production déréglée en même temps qu'intensifiée, qui ne peut qu'aggraver dangereusement l'inégalité des conditions. Saint-Simon et les saints-simoniens surtout reprennent et orchestrent ces thèmes, opposant toute une philosophie de l'histoire à la conception libérale de la société, insistant sur la nécessité de corriger l'individualisme par une dose de « collectisme », combattant l'héritage, limitant la concurrence, invitant l'Etat, « Association de Travailleurs », à devenir de gouvernant administrateur, et appelant à la rescousse non seulement des usines mieux coordonnées, mais des Banques animées d'un esprit nouveau, afin de construire enfin un monde où l'exploitation du globe n'aurait plus pour condition l'exploitation de l'homme par l'homme. En développant ces critiques et ce programme dans les Conférences de 1829, consacrées à l'Exposition de la doctrine de Saint-Simon, les Bazard et les Enfantin se sont trouvés écrire une sorte de Somme de l'époque industrialiste qu'on pourrait appeler la Bible du socialisme. Le mot seul manque : toutes les idées essentielles sont ici en puissance.

Lequel de nous deux proposa à l'autre de collaborer pour rééditer ce document capital ? Je ne sais plus au juste. Depuis

que j'avais été appelé à la Sorbonne pour suppléer M. Espina dans l'enseignement de l'histoire de l'économie sociale, nos recherches étaient parallèles. Et bien souvent nos jugements coïncidaient. Pendant de longs mois, avant d'aller faire son cours à l'École des sciences politiques, Elie Halévy venait au centre de Documentation sociale de la rue d'Ulm me communiquer ses trouvailles ou me proposer des énigmes. Quelle sécurité et en même temps quelles joies m'apportaient sa sincérité entière, l'impartialité qu'il avait su s'imposer, sa haine du vague, son dédain pour tout ce qui ne serait que « littérature »...

Notre minutieux travail de commentateurs, nous le poursuivions avec un patient enthousiasme : persuadés que, continuant l'effort de M. Charléty, de M. Weil, de M. Maxime Leroy, nous aidions à une résurrection méritée. Aucune doctrine n'aura été plus riche que celle-là en suggestions de toutes sortes.

A la fin de l'article que nous reproduisons ici, on verra Elie Halévy démontrer que tout, ou presque, est en germe dans le saint-simonisme. Auguste Comte n'en transmet-t-il pas la marque à ses disciples, comme Karl Marx la transmet aux siens ? Mais ce dont Elie Halévy loue par-dessus tout l'École, c'est d'avoir clairement laissé entendre que le socialisme moderne est une doctrine à double aspect. « Doctrine d'émancipation qui vise à abolir les dernières traces d'esclavage qui subsistent au sein de l'industrialisme, et doctrine d'organisation, qui a besoin, pour protéger contre les forts, la liberté des faibles, de restaurer et renforcer le pouvoir social. » Emancipation ou Organisation ? Distinction grosse de conséquences. Elle est à la racine de l'antithèse que développera avec une inflexible rigueur dans sa dernière communication à la Société française de Philosophie — son testament politique et social, pourrait-on dire — l'auteur inquiet de L'Ere des Tyrannies.

* * *

Ce qui a précipité la cadence de l'évolution et frayé les voies en Europe à un étatsisme autoritaire de caractère socialiste, c'est la guerre de 1914-1919. La guerre a été le fourrier macabre du socialisme « tyrannique ».

Les causes de la guerre, les causes des guerres sont bien loin d'être toutes, aux yeux d'Elie Halévy, de nature économique. Mais il est évident pour lui que la guerre de 1914, en incitant, en obligeant les nations à concentrer chacune de leur côté, pour

les tendre au plus haut point, leurs forces productives, a exercé sur toute leur organisation économique une influence sans égale. L'événement pèse plus lourd que les doctrines. La catastrophe de 1914 a plus fait pour le socialisme que la propagation du système marxiste.

On retrouvera, dans les études que nous publions, les critiques qu'Elie Halévy n'a cessé d'adresser à l'idéologie marxiste, notamment à ce matérialisme historique, hégélianisme retourné, qui explique tout par le mouvement d'une dialectique dont les intérêts matériels des classes, et non plus les idées ou les sentiments, sont les moteurs. Elie Halévy, historien, est prêt à essayer lui aussi cette hypothèse comme hypothèse de travail. Il ne nie nullement que la grande industrie ait été une des plus puissantes transformatrices du monde moderne. Il accorde qu'elle peut exercer une action profonde sur le mouvement des idées, et notamment sur le progrès des sciences. Ayant constaté que les besoins des usines métallurgiques ou textiles au début du XIX^e siècle en Angleterre ont suscité maintes découvertes de physiciens ou de chimistes, il accorde que « la thèse du matérialisme historique, contestable si on veut l'universaliser, est vraie à certains égards en Angleterre au début du XIX^e siècle : la théorie naît de la pratique industrielle. » Mais dans bien d'autres cas l'hypothèse n'est pas vérifiée, l'universalisation est interdite, même s'il s'agit des sociétés contemporaines. L'étude à laquelle Elie Halévy s'est livré sur l'Angleterre en 1815 l'a mis immédiatement en présence de forces morales d'origine piétiste dont la puissance explique le « miracle anglais ». Tout le long du siècle, et malgré l'affaiblissement relatif de ces forces devant l'invasion des mœurs que l'industrie tient à imposer, il constate que ce ne sont pas les intérêts, ce sont les croyances qui mènent les hommes. Même lorsque les intérêts sont en jeu, il faut qu'ils comptent avec des sentiments collectifs, ceux-ci accordant ou refusant leur collaboration. Jusque dans l'impérialisme britannique, lorsqu'il se constituera, ne retrouverait-on pas des éléments plus sentimentaux qu'économiques, plus patriotiques qu'utilitaires ?

En tout cas, il serait tout à fait vain à ses yeux de vouloir faire abstraction de ces éléments pour éclairer les origines de la Grande Guerre qu'il a étudiées de très près. C'est là surtout qu'il conteste le simplisme de l'interprétation marxiste traditionnelle. La guerre serait le fruit naturel et toujours renaissant du capitalisme ? Mais l'expérience même des années d'avant-guerre permet de penser que les capitalistes des divers pays, s'il ne s'était

agi que de leurs intérêts, auraient été fort capables de mettre sur pied des ententes internationales, avec un régime de concessions mutuelles assurément moins coûteuses pour eux que les conflits guerriers. Si ceux-ci ont éclaté pourtant, c'est que des sentiments collectifs intenses étaient prêts à entrer dans la ronde sinistre. C'est qu'en Asie comme en Europe des peuples opprimés croyaient trouver une issue, un moyen de salut d'abord, dans leur indépendance retrouvée ou affirmée. Les mobiles politiques ont ici pesé plus lourd que les mobiles économiques. La cause dominante de la guerre a bien été un effort pour libérer des nationalités. C'est pour cette raison d'abord que la guerre de 1914 a été en effet une révolution, une rupture d'équilibre entraînant la recherche par la violence d'un état d'équilibre nouveau ; mais cette révolution-là a permis de faire attendre, de mettre en veilleuse les sentiments révolutionnaires classiques. « Il parut, en 1914, que les émotions nationales et guerrières agissaient plus profondément sur l'esprit humain que les émotions internationales et révolutionnaires. »

* * *

Pour mener jusqu'au bout cette lutte vitale les gouvernants, dans tous les pays, ont été amenés plus ou moins vite à mettre la main non seulement sur les industries et transports, mais sur toutes les formes de l'industrie et du commerce. Désireux sans doute de se concilier la bonne volonté des ouvriers travaillant à l'arrière, ils entraient en relation avec les chefs des organisations ouvrières et fixaient avec eux les conditions de travail. En ce sens, ils favorisaient à leur façon le syndicalisme. Mais c'était un syndicalisme réduit à la portion congrue, assagi par force, et, si l'on peut dire, domestiqué par l'étatisme. A la puissance de l'Etat on s'en remettait, de proche en proche, pour la centralisation de la production comme pour la répartition des produits. La prolongation, en période de paix, de ces méthodes de guerre, voilà ce qui, plus en effet que l'expansion de la doctrine marxiste, a ouvert les voies au socialisme, mais à un socialisme césarien.

Ainsi, par la faute de la guerre, Elie Halévy voyait prendre corps la forme de politique économique qui l'inquiétait le plus, depuis longtemps. Je me souviens que bien avant la guerre, dans une de ces lettres qu'il m'écrivait régulièrement depuis notre sortie de l'Ecole normale, il se demandait si le monde verrait s'installer une sorte de démocratie fédérale, à la manière suisse,

ou un césarisme universalisé. La guerre a choisi : les Césars l'emportent.

Pour faire triompher d'autres méthodes, pour démontrer du moins leur efficacité, n'aurait-on pu compter sur le sens pratique de l'Angleterre, de cette Angleterre si chère à Elie Halévy, où il allait chaque année, eût-on dit, reprendre courage et espoir ? Pays où les systèmes pèsent moins qu'ailleurs, plus attaché aux précédents qu'aux principes, prêt d'ailleurs à tenir compte des nécessités historiques en ménageant les transitions, habitué enfin à l'esprit de compromis et aux méthodes parlementaires, n'y verrait-on pas la liberté coexister avec l'organisation ?

Mais toutes les réformes de paix sociale essayées par l'Angleterre depuis la guerre, et qu'Elie Halévy, dans les articles que nous reproduisons ici, a étudiées avec le soin le plus minutieux, n'ont pas servi à instaurer un équilibre nouveau. Les méthodes parlementaires auxquelles se plient volontiers les représentants eux-mêmes du trade-unionisme anglais n'ont abouti à aucun changement durable de la structure économique. Le « socialisme de Guilde » a collectionné les échecs. Et Sidney Webb a le droit de rire, d'un rire méphistophélique, ce même Sidney Webb dont Elie Halévy, dès son arrivée en Angleterre, a senti les sympathies pour la conception hégélienne de l'Etat et les méthodes prussiennes de la bureaucratie organisatrice.

Le programme que cette conception et ces méthodes impliquent on est en train de l'appliquer, semble penser Elie Halévy, dans les pays où des hommes d'action ont compris que la structure moderne de l'Etat met à leur disposition des pouvoirs presque illimités, et où des sectes armées, des « faisceaux » ont mis la main sur l'usine aux lois, comme disait Jules Guesde, soit pour en arrêter le fonctionnement, soit pour le diriger à leur gré. Ici, en Russie, en partant du socialisme intégral on tend vers une sorte de nationalisme. Ailleurs — en Allemagne, en Italie — on tend vers une sorte de socialisme. Le résultat est le même en ce qui concerne les libertés. Elles sont écrasées. Et l'on en vient à se demander si le socialisme peut se réaliser autrement qu'en les écrasant. Ainsi la contradiction qu'Elie Halévy dès longtemps sentait au cœur du socialisme entre le besoin de liberté et le besoin d'organisation ne se résoudrait sous nos yeux, la guerre aidant, que par une négation. Finis libertatis ?



Le pessimisme de ces conclusions n'a pas manqué, à la Société française de Philosophie, d'étonner beaucoup des amis d'Elie Halévy. On lui fit remarquer aussitôt qu'il y a socialisme et socialisme, qu'en face de Saint-Simon se sont dressés chez nous et Fourier et Proudhon, que d'ailleurs les démocraties, ni en Amérique, ni en Angleterre, ni en France, n'ont encore dit leur dernier mot, qu'il leur est encore possible de mettre sur pied une organisation économique plus juste, sans être forcées pour autant, soit d'asservir les syndicats, soit de museler tout esprit critique.

Un monde de questions était soulevé. Pour essayer d'y voir clair, on avait décidé de prendre un nouveau rendez-vous ; de consacrer une autre séance de la Société à l'examen approfondi des thèses d'Elie Halévy...

En les offrant aujourd'hui à la discussion publique, nous ne remplissons pas seulement un pieux devoir envers la mémoire de l'ami qui nous a été enlevé : l'exemple qu'il nous a donné — celui de la réflexion la plus libre, la plus méthodique, la mieux informée qu'il soit — est un de ceux dont personne aux heures que nous traversons ne méconnaîtra le prix.

G. BOUGLÉ.

SISMONDI (1)

CRITIQUE DE L'OPTIMISME INDUSTRIALISTE

Jean-Charles-Léonard Simonde (tel fut d'abord le nom de celui qui devait s'appeler plus tard Sismondi) naquit à Genève le 9 mai 1773. Genève, la vieille ville sainte de Calvin, humanisée par les influences rivales et cependant conjuguées de Voltaire et de Rousseau, patrie du protestantisme libéral. Genève placée au point de rencontre du génie latin et du génie teutonique, foyer d'un bienfaisant cosmopolitisme moral et intellectuel, capitale future de la Société des Nations. La famille de Charles Simonde, dauphinoise par ses origines, s'était réfugiée à Genève au temps des guerres de religion. Son père Gédéon était ministre du culte calviniste. Il n'avait que quinze ans, lorsque, sans avoir achevé de recevoir l'instruction solide et froide qui était celle des Genevois de son temps, il fut obligé, par la ruine des siens, de gagner sa vie au plus tôt. Car, le banquier genevois Necker ayant été appelé par Louis XVI au secours des finances de la France, et ayant ouvert un gros emprunt auquel souscrivirent d'enthousiasme une foule de ses compatriotes, Gédéon fut du nombre, et perdit toute sa mise. Charles Simonde alla donc apprendre la banque à Lyon. Cependant la révolution éclatait à Paris, puis à Genève. De plus en plus à court d'argent, et fuyant la disette, la famille Simonde tout entière (une famille suisse est toujours prête à l'expatriation) passa en Angleterre. Charles apprit à parler l'anglais comme un Anglais, à aimer l'Angleterre comme une sorte de seconde patrie, à réfléchir (pour les adopter sans réserve) sur les principes du libéralisme politique, et du libéralisme économique aussi. En 1803, il publia un traité *De la richesse commerciale, ou principes d'économie*

(1) Introduction aux *Morceaux Choisis* de *Sismondi* publiés dans la collection des *Réformateurs sociaux* (Alcan, Paris, 1933).

politique appliqués à la législation du commerce, ouvrage dépourvu d'originalité, simple vulgarisation des idées d'Adam Smith, mais qui fut très remarqué, à un moment où le traité de Jean-Baptiste Say n'avait pas encore paru, et où il répondait à un besoin dans les pays de langue française. Ajoutons que Genève était à cette date devenue une ville française malgré elle ; et par le détour de l'économie politique, Simonde s'attaquait au despotisme administratif de la France consulaire. Il faut citer les phrases finales du livre, où Simonde exprime avec vigueur les idées qu'il devait tant faire plus tard pour ébranler. « Les Législateurs de l'Europe craignent que les acheteurs ne manquent aux fabriques nationales ; et ils ne s'aperçoivent pas que les fabriques nationales ne sont point suffisantes pour pourvoir les acheteurs... Ils se précautionnent contre l'abondance, et c'est la disette qui les poursuit. Enfin ils ne savent point voir cette vérité consolante, savoir que quelque échec que doivent éprouver quelques-unes de nos manufactures, jamais le capital national ne chômera entre les mains de ses propriétaires, et que jamais il ne sera employé par eux autrement qu'à maintenir directement ou indirectement un travail productif, à répandre l'aisance parmi les ouvriers, et à réparer, par l'ouverture d'une nouvelle manufacture, la chute de celles que des circonstances contraires auront abattues. »

Le traité *De la richesse commerciale* n'était pas cependant le premier ouvrage qu'eût publié le jeune Simonde. Deux ans plus tôt, il avait fait paraître un *Tableau de l'agriculture toscane*. Pourquoi l'agriculture toscane ? C'est qu'après le voyage à Londres une nouvelle influence étrangère, l'influence italienne après l'influence anglaise, était venue pénétrer l'âme du Genevois. En 1792, la famille Simonde, ramenée de Londres à Genève par le mal du pays, dut faire de nouveau ses bagages, chassée par le régime de la Terreur. Elle passa les Alpes cette fois, acheta un domaine en Toscane. Simonde se prit de goût pour cette nouvelle patrie, y aima la simplicité des mœurs, l'heureux équilibre des fortunes. Il voulut chanter la félicité du métayer toscan, et le fit avec poésie. Il élabora une philosophie politique, faite de libéralisme à l'anglaise, de républicanisme genevois, et d'admiration pour ce qui subsistait en Italie, à l'en croire, du vieil esprit d'autonomie des communes libres du moyen âge. Toute sa famille devint à moitié italienne ; lui-même partagea désormais son temps entre les environs de Genève et les environs de Pescia, et entreprit d'écrire une *Histoire des Républiques italiennes au Moyen Age*, dont le premier volume parut en 1804, et qui allait faire sa gloire. Il fut dorénavant, à ses propres yeux comme aux yeux de tout le public occidental, un patriote italien en même temps qu'un citoyen genevois. Il fit même, ou crut faire, au cours de ses recherches historiques, une importante découverte. Une des « sept premières familles de Florence », la famille de Sismondi, fuyant la ruine et

la guerre civile, s'était, au xv^e siècle, réfugiée en Dauphiné. Or c'est du Dauphiné qu'un siècle plus tard la famille Simonde (qui s'appelait alors Symond) était partie pour s'établir à Genève. Point de doute, c'était la même famille. Charles Simond devint Simonde de Sismondi, S. de Sismondi, de Sismondi. On riait à Genève de voir l'honnête bourgeois revenir d'outre-monts affublé d'un titre pittoresque. Mais ces naïves supercheries finissent par réussir : il n'y faut que du temps. Combien de gens se doutent aujourd'hui que Sismondi ne portait pas ce nom-là en naissant ?

Revenu de Toscane à Genève, Charles Simonde (que nous appellerons désormais, comme tout le monde, Sismondi) se lia avec Mme de Staël, et devint, avec Benjamin Constant, un des familiers de Coppet. Allait-il après l'Angleterre et l'Italie, découvrir l'Allemagne ? La découverte ne semble guère avoir exercé d'action sur son esprit. Que Jean de Müller ait orienté ses recherches historiques, c'est possible ; mais il n'y a rien de spécifiquement « germanique » dans le génie de Jean de Müller. Quant au très germanique et très encombrant Schlegel, il l'abomine. Et si, dans le même temps où se poursuit la publication des seize volumes de sa monumentale *Histoire des Républiques italiennes*, il se plonge dans des recherches de littérature comparée, forme le projet d'étudier, dans deux ouvrages séparés, la littérature du Midi et la littérature du Nord, c'est seulement le second projet qu'il réalise : il demeure prisonnier du monde latin.

Il lui restait pourtant — si paradoxale que la chose puisse paraître au premier abord — à faire la découverte de la France. Sismondi n'aimait ni la France d'autrefois, celle de la Saint-Barthélemy et de la Révocation de l'Édit de Nantes, ni la France jacobine et impériale, toujours centralisatrice et despotique, qui venait de priver Genève de sa liberté. « Je n'ai jamais vu Paris, écrivait-il en 1809, mais je le déteste par avance, et de plus je le crains, car je ne voudrais pas qu'un peu de plaisir que j'y trouverais peut-être diminuât mon aversion pour la ville et ses habitants et la nation dont c'est la capitale. » Il devait pourtant bientôt faire, pour des raisons de librairie et d'édition, le voyage de Paris. Tout de suite les salons du faubourg Saint-Germain se le disputèrent et firent la conquête de ce grave Genevois qui aimait fort la société des dames. « Après cinq mois d'une existence si animée d'un festin continu de l'esprit, écrit-il à peine de retour à Genève, je ne pense qu'à la société que j'ai quittée, je vis de souvenirs, et je comprends mieux que je n'eusse jamais fait ces regrets si vifs de mon illustre amie, qui lui faisait trouver un désert si triste dans son exil. » Mais est-ce seulement qu'« un peu de plaisir » avait amolli sa volonté de résistance ? En réalité cette réconciliation avec la culture française, dont le début fut si foudroyant, dont les suites devaient être si durables, tient à des raisons profondes, sur lesquelles il faut s'arrêter un instant si on veut com-

prendre la nature de la « conversion » qui s'opère dans son esprit vers cette époque.

Il vient à Paris au moment où les désastres de la Grande Armée commencent, et où les libéraux d'Occident s'aperçoivent, allant comme l'histoire elle-même d'un extrême à l'autre, qu'il leur faut non plus hair dans la France un foyer d'arrogance guerrière, mais aimer en elle le dernier refuge de la liberté. Plus se précipitent les désastres, et plus Sismondi se sent français. « Il y a un homme pour lequel j'ai une forte aversion qui n'a point changé ; mais il n'y a pas un de ses adversaires pour lequel j'aie de l'affection et de l'estime » ... « Je comprends la haine contre un monarque d'une ambition forcenée, mais elle n'égale pas le mépris pour des souverains imbéciles ; et je ne sais si l'indignation ou le chagrin l'emporte lorsque je vois tant de rois, tant de gouvernements se rétablir par le seul mérite de leur bêtise et de leur profonde incapacité. » Malgré tout, sa sympathie pour l'Angleterre persiste. Voulant rendre l'opinion britannique favorable aux libertés de son pays natal, il présente Genève au public anglais comme « une ville anglaise sur le continent... , le champion de la double liberté civile et religieuse, de la liberté anglaise, sage et forte, progressive et cependant conservatrice ». Il déclare ailleurs « n'estimer hautement » parmi les nations « que l'anglaise ». Elle lui semble « hors pair ». La France ne vient qu'après. Mais quand viennent les Cent-Jours, quand Sismondi se rallie, comme Benjamin Constant et presque avec le même éclat, à l'Empire napoléonien du Champ de Mai, comment pourrait-il ne pas être ébranlé dans son culte pour la civilisation britannique ? On peut se rendre compte de la profonde révolution qui s'opère à cette date dans bien des esprits libéraux quand on voit Jean-Baptiste Say, l'adepte des idées d'Adam Smith — le plus obstiné antinapoléonien des idéologues français — consacrer tout un petit livre à la dénonciation des vices de la société britannique : contraste entre une extrême richesse et une extrême pauvreté, déclin de l'instruction dans les classes populaires, de la culture chez les classes moyennes. Seulement Jean-Baptiste Say reste fidèle, malgré tout, à la doctrine d'Adam Smith, et attribue tant de maux au fait que les classes dirigeantes, en Angleterre, trahissant les traditions véritables de la nation, ont versé dans la politique de guerre et dans le protectionnisme agraire. Qu'on allège les dépenses militaires. Qu'on renonce à conquérir des colonies. Qu'on abaisse, qu'on supprime les droits à l'importation des céréales. Et de nouveau la prospérité régnera avec la liberté. Il appartenait à Sismondi, deux ans plus tard, d'aller plus loin que Jean-Baptiste Say dans sa critique de la société anglaise, de constater l'insuffisance des remèdes proposés par l'économie politique classique, la faiblesse théorique de cette économie politique.

L'*Encyclopædia Britannica* était une publication fameuse en

Angleterre, devenue une sorte d'institution permanente, constamment mise à jour par des éditions successives. Pour l'instant, les éditeurs, sans faire les frais d'une refonte totale, décidèrent de se contenter d'un « supplément » en six volumes. Pour écrire l'article « Économie politique », ils s'adressèrent à l'auteur, toujours très populaire en Angleterre, de la *Richesse commerciale* : et Sismondi se mit à l'œuvre. Il revenait pour la première fois à l'économie politique après quinze ans au cours desquels il s'était occupé de sujets bien différents, et, confrontant ses idées vieilles de quinze ans et davantage avec les faits, constatait un désaccord profond entre celles-là et ceux-ci. Il écrivit bien l'article qui lui était commandé et dans l'esprit que désiraient ceux qui le lui commandaient. Mais il travailla en même temps à rédiger tout un traité, dont l'inspiration était différente, et qui, achevé à la fin de 1818, parut au début de 1819. Est-ce par contraste avec le sous-titre de son ouvrage de 1803 (*Principes d'économie politique appliqués à la législation du commerce*) ou avec le titre de l'ouvrage publié par Ricardo en 1817 (*Principes de l'économie politique et de l'impôt*) qu'il intitula le sien *Nouveaux principes (Nouveaux principes d'économie politique, ou de la richesse dans ses rapports avec la population)* ? Sous la fausse apparence du libéralisme politique de l'Angleterre, il découvrait une constitution économique dont le vrai nom était non liberté mais servitude, et allait se trouver amené de la sorte à juger la civilisation anglaise comme jamais il n'aurait songé auparavant à le faire. « Une seule nation voit contraster sans cesse sa richesse apparente avec l'effroyable misère du dixième de sa population, réduite à vivre de la charité publique. Mais cette nation, si digne sous quelques rapports d'être imitée, si éblouissante même dans ses fautes, a séduit par son exemple tous les hommes d'État du continent. Et si ces réflexions ne peuvent plus lui être utiles à elle-même, du moins estimerai-je avoir servi l'humanité et mes compatriotes en montrant les dangers de la carrière qu'elle parcourt, et en établissant, par son expérience même, que faire reposer tout l'économie politique sur le principe d'une concurrence sans bornes, c'est autoriser les efforts de chacun contre la société, et sacrifier l'intérêt de l'humanité à l'action simultanée de toutes les cupidités industrielles. »

* *

Essayons de définir ces « nouveaux principes » sur lesquels se fonde l'économie politique de Sismondi ; et de les définir, pour commencer, par antithèse avec cette « orthodoxie » économique (selon l'expression dont il est l'inventeur), qu'il se proposait d'ébranler.

Il y avait d'abord, à la base de cette orthodoxie, une théorie, latente dans tout le grand ouvrage d'Adam Smith, énoncée en

1803, par Sismondi dans ces phrases finales de sa *Richesse commerciale* que nous avons citées plus haut, et à laquelle Jean-Baptiste Say et James Mill venaient de donner sa forme classique : c'est ce qu'on appelle la théorie des débouchés. Aux termes de cette théorie, les encombrements du marché, les phénomènes de mévente, sont des faits dépourvus de gravité profonde, des désordres fugitifs et partiels, destinés à s'effacer rapidement dans l'ordre de nouveau rétabli. Car les produits s'échangent contre les produits, tous les produits contre tous les produits. Chaque produit apporté sur le marché constitue par lui-même la demande d'un autre produit. Si parfois il y a surproduction générale, ce ne saurait jamais être surproduction générale d'une même marchandise. C'est en ce sens que sur un point du globe certains produits ne trouvent pas d'acheteurs, pendant que sur un autre point d'autres n'en trouvent pas non plus, parce que des droits de douane constituent des obstacles artificiels à la rencontre des uns avec les autres. Supprimez ces obstacles ; laissez toutes choses obéir à la loi naturelle des échanges. La liberté, c'est l'abondance, l'égalité, l'égalité dans l'abondance.

Ricardo incorporait en 1819 cette loi à sa doctrine. Mais il fondait en même temps cette doctrine sur une loi qu'Adam Smith n'avait pas connue : le principe malthusien de la population. Aux termes de ce « principe », si on le dépouille de son appareil pseudo-mathématique, le genre humain, qui va croissant sans cesse, exerce une pression constante sur les moyens de subsistance, étant donné que son habitat est une terre dont l'étendue et la fertilité sont limitées. Il en résulte, selon la doctrine de Ricardo dans le détail de laquelle nous n'avons pas à entrer ici, la division de la société en trois classes qui sont en lutte les unes avec les autres, dont la lutte, sous certains rapports, s'aggrave à mesure que le genre humain progresse et multiplie : propriétaires, capitalistes et travailleurs. Sismondi va-t-il retenir cet aspect pessimiste de l'économie politique ricardienne, l'opposer à l'optimisme de la théorie des débouchés ? D'autres le feront, mais non pas lui, qui n'a pas l'air de s'apercevoir qu'il serait possible de retourner Ricardo contre lui-même. Illusion étrange, mais commune à beaucoup de ses contemporains et dont il faut chercher chez Sismondi les raisons.

Sismondi avoue d'abord que ce qui le rebute chez les économistes de l'école moderne, ce qui le rebute à tel point que Ricardo lui est à peine lisible, c'est le simplisme abstrait de leurs spéculations. « Notre esprit répugne à admettre les abstractions qu'ils nous demandent ; mais cette répugnance même est un avertissement que nous nous éloignons de la vérité lorsque dans les sciences sociales, où tout se lie, nous nous efforçons d'isoler un principe et de ne voir que lui. » Adam Smith procédait tout autrement, en historien qui faisait sans cesse appel à l'expérience : et c'est pour-

ÉLIE HALÉVY

l'ère des tyrannies

Études sur le socialisme et la guerre

Préface de C. Bouglé et postface de Raymond Aron

Écrits entre les deux guerres par le grand historien du socialisme, ces textes sont l'expression de ce qui préoccupait un esprit libéral lorsqu'il voyait l'Italie devenir fasciste, le national-socialisme s'imposer en Allemagne, et le socialisme marxiste-léniniste se transformer en un socialisme réel qui commençait d'être le stalinisme. Ces variations des conceptions théoriques comme des réalités différentes que recouvre le terme de socialisme sont analysées aussi dans une perspective historique et généalogique : la doctrine de Saint-Simon.

Le centre de gravité de l'ouvrage reste néanmoins l'interrogation sur le sens de la Première Guerre mondiale. L'auteur pressent qu'elle est véritablement la source de ce que nous appelons « totalitarismes », de même qu'il observe, dans le syndicalisme révolutionnaire, une ambiguïté qui peut le mener aussi bien vers le « fascisme » que vers le « communisme ».

Les textes de Raymond Aron rendent à Élie Halévy l'hommage critique d'un esprit proche et lui-même rompu à « épier la naissance des schismes ».

Arnold Böcklin : « La peste » (détail). Kunstmuseum, Bâle.
Photo © Hinz-Artephot.



9 782070 720156



90-IX

A 72015

ISBN 2-07-072015-2

52 FF tc